



ERRATUM

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

**CCT n° 151191/CO/118
du 12/03/2019**

Correction du texte français :

- A l'article 3, point 6. des statuts « (...) qu'elle mandate à cet effet » doit être remplacé par « (...) qu'**il** mandate à cet effet ».
- A l'article 4 des statuts, « **de la commission paritaire** » doit disparaître.

Correction du texte néerlandais :

- L'article 6 des statuts doit être corrigé comme suit : « Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer die paritair samengesteld is uit afgevaardigden van de **werkgevers- en werknemersorganisaties**. »

Correction dans le texte français :

- A l'article 14, alinéa 2 des statuts « l'apport » doit être remplacé par « **rapport** ».

Correction dans les deux langues :

- Le dernier chapitre des statuts doit être renuméroté « **V** ».
- Le dernier article des statuts doit être renuméroté « **15** ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de voedingsnijverheid

**CAO nr. 151191/CO/118
van 12/03/2019**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- In artikel 3, punt 6. van de statuten moet « (...) qu'elle mandate à cet effet » vervangen worden door « (...) qu'**il** mandate à cet effet ».
- In artikel 4 van de statuten moet « **de la commission paritaire** » verdwijnen.

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 6 van de statuten moet als volgt verbeterd worden : « Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer die paritair samengesteld is uit afgevaardigden van de **werkgevers- en werknemersorganisaties**. »

Verbetering in de Franstalige tekst :

- In artikel 14, 2^{de} lid van de statuten moet « l'apport » vervangen worden door « **rapport** ».

Verbetering in beide talen :

- Laatste hoofdstuk van de statuten moet « **V** » hernummerd worden.
- Laatste artikel van de statuten moet « **15** » hernummerd worden.

Beslissing van

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 12 mars 2019, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, modifiant et coordonnant les statuts du « Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire »

Chapitre 1 – Champ d'application

Art. 1. § 1. Cette convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers de l'industrie alimentaire, à l'exception des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et les salons de consommation annexés à une pâtisserie.

§ 2. Par « ouvriers », sont visés ici les ouvriers à la fois masculins et féminins.

Chapitre 2 - Statuts

Art. 2. Les statuts du fonds de sécurité d'existence, appelé « Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire », institué par la convention collective de travail du 30.10.1975, rendue obligatoire par l'A.R. du 12.3.1976 (M.B. du 15.4.1976), modifiée et coordonnée en dernier lieu par la convention collective de travail du 13.1.2015 (Numéro d'enregistrement : 125699), conclue dans la C.P. de l'industrie alimentaire modifiant et coordonnant les statuts du Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par l'A.R. du 2.7.2015 (M.B. du 22.7.15), sont modifiés et coordonnés tels qu'ils figurent à l'annexe de la présente convention collective de travail.

Chapitre 3 - Validité

Art. 3. La présente convention collective de travail avec les statuts du « Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire » en annexe entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Elle remplace la convention collective de travail du 13.1.2015 (Numéro d'enregistrement : 125699), conclue dans la C.P. de l'industrie alimentaire modifiant et coordonnant les statuts du Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par l'A.R. du 2.7.2015 (M.B. du 22.7.15).

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par une des parties moyennant préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la C.P. de l'industrie alimentaire et aux organisations qui y sont représentées.

ANNEXE : STATUTS

Chapitre I – Dénomination, siège social, but, durée

Art. 1. Il est institué, à partir du 3 avril 1964, un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire », ci-après dénommé le « Fonds ».

Art. 2. Le siège social du Fonds est établi à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225.

Art. 3. Le Fonds a pour objet :

1. la perception des cotisations nécessaires à son fonctionnement ;
2. l'octroi et le paiement d'avantages sociaux complémentaires aux travailleurs visés à l'article 5 ;

3. l'octroi et le paiement d'interventions aux employeurs visés à l'article 5 pour les frais engagés ;
4. le financement et l'organisation, éventuellement avec l'aide de (ou par délégation à) une ou plusieurs organisations représentatives présentes à la C.P. de l'industrie alimentaire, de la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes ;
5. l'organisation et/ou le financement d'initiatives, de promotion de la sécurité et de la santé des travailleurs dans l'industrie alimentaire, menées avec l'aide de et/ou par des organisations représentatives présentes à la C.P. de l'industrie alimentaire ;
6. l'exécution de l'engagement de solidarité du régime de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers de l'industrie alimentaire, conformément aux dispositions légales et réglementaires, ainsi que conformément aux conventions collectives de travail conclues à cet effet au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire. À cette fin, le Fonds peut faire appel à des tiers, qu'elle mandate à cet effet ;
7. le financement de projets de développement dans le tiers monde ;
8. Le maintien et la promotion de la concertation sociale au sein du secteur, notamment par la mise à disposition gratuite d'allocations de fonctionnement devant permettre aux organisations de participer de manière représentative à la concertation sociale et de soutenir les missions du fonds social. Ceci doit leur permettre entre autres de garantir leur présence effective au sein de tous les organes et instances liés directement et indirectement à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Art. 4. Le Fonds a été institué pour une durée indéterminée. Il peut être dissous si une des organisations qui sont représentées dans la C.P. de l'industrie alimentaire notifie sa dénonciation moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire du fonds social.

Art. 5. Les présents statuts sont d'application :

1. Aux employeurs des entreprises ressortissant à la C.P. de l'industrie alimentaire, à l'exception des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie.
2. Aux ouvriers employés dans les entreprises visées au 1 du présent article.

Par « ouvriers », on entend les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre II - Administration

Art. 6. Le fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de délégués d'organisations d'employeurs et de travailleurs.

Le conseil est composé de dix membres effectifs, à savoir cinq délégués des employeurs et cinq délégués des travailleurs qui représentent les organisations des travailleurs et au maximum de dix suppléants, à savoir au maximum cinq délégués des employeurs et au maximum cinq délégués des travailleurs qui représentent les trois organisations des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la C.P. de l'industrie alimentaire. Leur mandat dure trois ans.

Art. 7. Tous les trois ans, le conseil d'administration désigne en son sein, un président et un vice-président. Ceux-ci sont rééligibles.

Art. 8. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins **une** fois par an et chaque fois qu'au moins deux membres du conseil en font la demande. Les convocations doivent comporter l'ordre du jour.

Le conseil d'administration désigne un secrétaire, à qui il confie la gestion journalière sous sa direction.

Les décisions sont prises à l'unanimité. Le vote est valable pour autant qu'au moins six membres y ont pris part, dont trois membres des organisations des employeurs et un délégué de chacune des trois organisations des travailleurs représentées. Seuls les points figurant à l'ordre du jour peuvent être votés.

Art. 9. Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement.

Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du Fonds.

Le conseil d'administration est représenté dans toutes ses actions et est en justice par le président ou l'administrateur délégué à cet effet.

Les administrateurs ne sont responsables que pour l'exécution de leur mandat et il ne leur incombe aucune obligation personnelle suite à leur gestion, à l'égard des engagements du Fonds.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Chapitre III - Financement

Art. 11. Le Fonds dispose des cotisations versées par les employeurs visés à l'art. 5, 1..

Art. 12. § 1. Ces cotisations sont fixées exclusivement par convention collective de travail conclues au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire qui sont rendues obligatoires.

§ 2. Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale. Les règles imposées à cet organisme pour la perception et le recouvrement des cotisations ainsi que pour le calcul des majorations et de l'intérêt sont applicables.

Chapitre IV - Budgets, comptes

Art. 13. L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

Art. 14. Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment détaillés au point de vue comptable.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur désigné en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier

1958 concernant les fonds de sécurité d'existence par la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, présentent chacun annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan, ainsi que les rapports écrits susmentionnés, doivent être soumis, au cours du mois de juin au plus tard à l'approbation du conseil d'administration, puis être présentés, lors d'une réunion suivante, à l'approbation de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

À la fin de l'exercice, le conseil d'administration statue sur l'affectation de crédits éventuellement non utilisés.

Le solde des crédits peut :

- être reporté sur l'année comptable suivante ;
- être réparti entre les organisations représentatives proportionnellement au nombre de travailleurs affiliés ou employés dans le secteur ;
- être incorporé dans les réserves du Fonds.

Chapitre ~~IV~~ V - Dissolution, liquidation

5

Art. 16. Le fonds peut uniquement être dissous dans les circonstances prévues à l'art. 4 ou en vertu d'une décision unanime de la C.P. de l'industrie alimentaire.

La C.P. de l'industrie alimentaire désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et appointements et précise la destination des avoirs.

Paritair comité voor de voedingsindustrie

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 maart 2019, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot wijziging en coördinatie van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid"

Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de voedingsnijverheid, met uitzondering van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2. Met "arbeiders" worden de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk 2 - Statuten

Art. 2. De statuten van het fonds voor bestaanszekerheid "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid" genaamd, opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 30.10.1975, algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 12.3.1976 (B.S. van 15.4.1976), laatst gewijzigd en gecoördineerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 13.1.2015 (Registratienummer: 125699), gesloten in het P.C. voor de voedingsnijverheid tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 2.7.2015 (B.S. van 22.7.15), worden gewijzigd en gecoördineerd zoals opgenomen in bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk 3 - Geldigheid

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst met de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid" in bijlage treedt in werking op 1 januari 2019. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 13.1.2015 (Registratienummer: 125699), gesloten in het P.C. voor de voedingsnijverheid tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 2.7.2015 (B.S. van 22.7.15)

Zij wordt gesloten voor een onbepaalde tijd en kan opgezegd worden door één der partijen mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het P.C. voor de voedingsnijverheid en aan de organisaties die erin vertegenwoordigd zijn.

BIJLAGE : STATUTEN

Hoofdstuk I - Benaming, maatschappelijke zetel, doel, bestaansduur

Art. 1. Er wordt met ingang van 3 april 1964 een fonds voor bestaanszekerheid opgericht onder de benaming "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid", hierna het "Fonds" genoemd

Art. 2. De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te 1070 Anderlecht, Birminghamstraat 225.

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel :

1. het innen van de bijdragen, nodig voor zijn werking

2. het toekennen en betalen van aanvullende sociale voordelen aan de in artikel 5 vermelde werknemers;
3. het toekennen en betalen van tussenkomsten aan de in artikel 5 vermelde werkgevers voor gemaakte onkosten;
4. het financieren en organiseren, eventueel met behulp van (of delegatie aan) één of meer van de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het P.C. voor de voedingsnijverheid, van de vakopleiding van de werknemers en de jongeren
5. het organiseren van en/of het financieren van initiatieven, ingericht met behulp van en/of door de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het P.C. voor de voedingsnijverheid, ter bevordering van de veiligheid en gezondheid van de werknemers in de voedingsindustrie
6. de uitvoering van de solidariteitstoezegging van het sectoraal sociaal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders in de voedingsnijverheid conform de wettelijke en reglementaire bepalingen, alsook conform de collectieve arbeidsovereenkomsten dienaangaande gesloten binnen het P.C. voor de voedingsnijverheid. Hiertoe kan het Fonds al dan niet beroep doen op derden die zij daartoe machtigt.
7. de financiering van ontwikkelingsprojecten in de derde wereld
8. het in stand houden en bevorderen van sociaal overleg binnen de sector, onder meer door het ter beschikking stellen om niet van werkingstoelagen, die de organisaties in staat moeten stellen op representatieve wijze deel te nemen aan het sociaal overleg en de opdrachten van het sociaal Fonds te ondersteunen. Dit moet ze onder meer in staat stellen hun effectieve aanwezigheid te garanderen in alle organen en instanties rechtstreeks en onrechtstreeks verbonden aan het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Art. 4. Het Fonds is opgericht voor onbepaalde duur. Het kan worden ontbonden indien één van de organisaties, die vertegenwoordigd zijn in het P.C. voor de voedingsnijverheid, opzegging betekent mits een opzeggingstermijn van zes maanden bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het sociaal fonds.

Art. 5. Deze statuten zijn van toepassing :

1. op de werkgevers van de ondernemingen die onder het P.C. voor de voedingsnijverheid ressorteren, met uitzondering van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.
2. op de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen bedoeld onder 1 van dit artikel.

Met "arbeiders" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk II - Administratie

Art. 6. Het fonds wordt beheerd door een Raad van beheer die paritair samengesteld is uit afgevaardigden van de werkgevers en werknemersorganisaties

De raad bestaat uit tien effectieve leden, te weten vijf afgevaardigden van de werkgevers en vijf

afgevaardigden van de werknemers die de drie werknemersorganisaties vertegenwoordigen en hoogstens tien plaatsvervangers, te weten hoogstens vijf afgevaardigden van de werkgevers en hoogstens vijf afgevaardigden van de werknemers die de drie werknemersorganisaties vertegenwoordigen.

De leden van de raad van beheer worden aangewezen door het P.C. voor de voedingsnijverheid. Hun mandaat duurt drie jaar.

Art. 7. Om de drie jaar, duidt de raad van beheer in zijn midden, een voorzitter en ondervoorzitter aan. Deze zijn herkiesbaar.

Art. 8. De raad van beheer vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad bijeen te roepen minstens eenmaal per jaar en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad erom verzoeken. In de oproeping moet de dagorde vermeld staan.

De raad van beheer duidt een secretaris aan, aan wie hij het dagelijks beheer onder zijn leiding overdraagt.

De beslissingen worden eenparig genomen. De stemming is geldig indien eraan deelgenomen wordt door tenminste zes leden, waarvan drie leden er werkgeversorganisaties en een afgevaardigde voor ieder van de drie vertegenwoordigde werknemersorganisaties. Er kan slechts worden gestemd over de punten die op de dagorde voorkomen.

Art. 9. De raad van beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen die nodig blijken voor zijn goede werking.

Zij bezit de meest uitgebreide machten voor het beheren en het besturen van het Fonds.

De raad van beheer treedt in al zijn handelingen op en handelt in recht bij monde van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ingevolge hun beheer ten opzichte van de verbintenissen van het Fonds.

Art. 10. De raad van beheer kan zijn machten geheel of ten dele overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

Hoofdstuk III - Financiering

Art. 11. Het Fonds beschikt over de, door art. 5, 1. bedoelde werkgevers, gestorte bijdragen.

Art. 12. § 1. Deze bijdragen worden uitsluitend vastgelegd bij C.A.O. gesloten in het P.C. voor de voedingsindustrie die algemeen verbindend worden verklaard.

§ 2. De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor sociale zekerheid. De bepalingen aan dit lichaam opgelegd voor de inning en de invordering van de bijdragen zijn van toepassing, alsook deze die zijn opgelegd voor de berekening van de bijslag of van de rente.

Hoofdstuk IV - Begrotingen, rekeningen

Art. 13. Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Art. 14. Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans moeten op rekenplichtig gebied voldoende omschreven zijn.

De raad van beheer, alsmede de bij toepassing van art. 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid door het P.C. voor de voedingsnijverheid aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De balans, samen met hoger genoemde schriftelijke verslagen, moeten uiterlijk tijdens de maand juni ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Raad van beheer en worden daarna ter goedkeuring voorgelegd op een volgende bijeenkomst van het P.C. voor de voedingsnijverheid.

Op het einde van het boekjaar beslist de raad van beheer over de bestemming van eventueel niet opgebruikte kredieten.

Het saldo van deze kredieten kan :

- worden overgedragen naar het volgend boekjaar;
- worden herverdeeld over de representatieve organisaties in evenredigheid tot het aantal aangesloten of in de sector tewerkgestelde werknemers;
- opgenomen worden in de reserves van het Fonds.

Hoofdstuk ~~V~~⁵ - Ontbinding, vereffening

Art. 16. Het Fonds kan enkel ontbonden worden in de omstandigheden bepaald bij art. 4, of krachtens een eenparige beslissing van het P.C. voor de voedingsnijverheid.

Het P.C. voor de voedingsnijverheid wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en bezoldigingen en duidt de bestemming van het vermogen aan.
